Décret n° 50-282 du 25 mai 1950 portant réglement d’administra-
tion publique pour la fixation des maximums de service des professeurs et des maîtres d’éducation physique et spor-
tive, titulaires et délégués...

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de l’éducation nationale, du secrétariat d’État à l’enseignement technique, à la jeunesse et aux sports, du ministre des finances et des affaires économiques et du secrétaire d’État aux finances et du ministre d’État,

Vu le décret n° 45-1658 du 25 mai 1915 fixant les maximums de service des professeurs et maîtres d’éducation physique et sportive;

Vu le décret n° 47-296 du 13 mars 1917 instituant le cadre normal et le cadre supérieur de certaines catégories de personnel de la direction générale de l’éducation physique et des sports;

Vu la loi du 19 octobre 1916 relative au statut général des fonctionnaires, et notamment son article 2;

Vu le décret n° 48-866 du 2 août 1948 portant révision des statuts particuliers de certains personnels de l’éducation nationale en ce qui concerne les conditions d’avancement et, à partir du 1er octobre 1916, le temps de service;

Le conseil d’État est dûment réuni.

Décrète :

Art. 1er. — Les professeurs et les maîtres d’éducation physique et sportive sont tenus de fournir sans remunération supplémentaire, dans le courant de l’année scolaire, les maximums de service hebdomadaires suivants :

- Professeurs d’éducation physique et sportive, vingt heures ;
- Maîtres d’éducation physique et sportive, vingt-cinq heures.

Toutefois, les fonctionnaires qui ont partie du cadre supérieur au 31 décembre 1940 conservent, à titre personnel, le bénéfice des maximums de service antérieurs.

Art. 2. — Les maximums de service prévus à l’article précédent sont :

Majorés d’une heure pour les professeurs et maîtres d’éducation physique et sportive qui donnent plus de six heures d’enseignement dans des classes de moins de vingt élèves ;

Afin de d’une heure pour les professeurs et maîtres d’éducation physique et sportive qui donnent au moins six heures d’enseignement dans des classes de plus de trente-cinq élèves.

Art. 3. — Les professeurs titulaires donnant plus de six heures d’enseignement dans des classes normales bénéficient d’une réduction de service de deux heures.

Dans le cas de classes normales, les heures faites dans des classes supplémentaires, celles qui sont données dans deux sections d’une même classe ne sont comptées qu’une fois.

Art. 4. — Les professeurs et les maîtres d’éducation physique et sportive qui n’atteignent pas le maximum de service dans les établissements auquel ils ont accès, peuvent être appelés à compléter dans un autre établissement public ou privé de délégation départemental de l’office de sport scolaire et universitaire.

Le maximum de service des professeurs et des maîtres qui sont appelés à enseigner dans trois établissements différents, est diminué d’une heure. Le maximum de service est diminué de deux heures pour les professeurs et les maîtres appelés à enseigner dans trois établissements situés dans des localités différentes.

Tous professeurs ou maîtres d’éducation physique et sportive peuvent être à leur gré, après avoir obtenu l’autorisation du chef d’établissement, appelés à enseigner dans des établissements différents.

La participation des professeurs ou des maîtres d’éducation physique aux activités sportives du lycée est rémunérée à l’égard des blessures qui se produisent en même temps que le service normal ; elle est rémunérée à l’égard des blessures qu’il est constituée pour une durée de deux heures.

Art. 5. — Dans les établissements des maîtres d’éducation physique et sportive, n’est notamment compris :

Trois heures consacrées à l’organisation, au développement de l’association sportive de l’établissement dans le lycée ;

Trois heures consacrées à la direction des sections d’enseignement de l’éducation physique et sportive en plein air. Cette section des établissements d’enseignement est comptée pour une durée de deux heures.

Art. 6. — Toutes réductions des maximums hebdomadaires de service autres que celles prévues par le présent décret sont interdites.

Art. 7. — Sont détenus abrogés dans la mesure où ils ne sont pas expressément maintenus à titre transitoire pour certaines catégories de fonctionnaires le décret n° 45-1658 du 25 mai 1915 fixant les maximums de service des professeurs et maîtres d’éducation physique et sportive et toutes dispositions contraires à celles du présent décret.


Fait à Paris, le 25 mai 1950.

GEORGES BORSY,
par le président du conseil des ministres :

Le ministre de l’éducation nationale,

YVON DURIOZ.

Le ministre d’État,

PIERRE-HERIET TURAN.

Le ministre des finances et des affaires économiques,

MAURICE PETITJEAN.

Le secrétaire d’État aux finances,

ENRIGE PAVIE.